

## La solidarité eau en panne d'une loi

Dossier de la rédaction de H2o  
December 2004

**Coopération décentralisée - Les enjeux de la coopération décentralisée avec les collectivités et syndicats français**

attente d'une loi sur la solidarité internationale. Attente comblée le 27 janvier 2005 avec l'adoption de la "petite loi sur l'eau", initiée par le fondateur Jacques Oudin. H2o décembre 2004.

Les acteurs français sont toujours en attente d'une loi sur la solidarité internationale

Aujourd'hui, les collectivités et syndicats français ayant décidé de régler une partie du budget eau et assainissement la coopération décentralisée sont hors-la-loi. Cette absence de base juridique a d'ailleurs conduit l'état français à suspendre en 2003 les programmes des agences de l'eau. Un comble alors que tous les responsables (organismes internationaux, ONG et autres) sont en train de tirer la sonnette d'alarme sur le risque de pénurie d'eau qui passe à court terme sur la planète.

A l'initiative de Jacques Oudin, le Sénat français a adopté le 22 juin dernier à l'unanimité une proposition de loi visant à autoriser les collectivités et majorités d'ouvrages à affecter 1 % de leur budget eau et assainissement au soutien d'actions de coopération. Cette proposition, qui constitue une opportunité unique tant pour les partenaires du Sud que pour les partenaires associatifs, n'a pas encore été inscrite à l'ordre du jour de la commission des lois de l'Assemblée nationale. Simple défaillance de la machine parlementaire.

Pour une fois qu'une fois qu'une proposition fait l'unanimité, la situation frise le ridicule...

Baptisée la loi "centime par m3", l'initiative a mobilisé le programme Solidarité Eau - pS-Eau - qui fêtait en novembre son 20ème anniversaire. Ci-joint, les documents transmis à cette occasion à la presse.

Les défis mondiaux liés à l'eau ne cessent de se renforcer

Le 21ème siècle sera marqué par un double défi, sur la ressource en eau et sur l'accès à l'eau. La tension sur la ressource ne cesse de s'accroître : il faut aujourd'hui desservir 10 fois plus de consommateurs qu'il y a deux siècles, alors que 90 % des rejets domestiques ne sont pas traités et contaminent les ressources disponibles. D'ici 2025, la consommation domestique croîtra d'environ 40 % et la consommation pour l'irrigation (qui représente 70 % des prélevements totaux) de 17 %. Cette situation est particulièrement préoccupante dans les pays du pourtour méditerranéen et sur l'ensemble du continent africain, dont la population a triplé en 50 ans et devrait doubler d'ici 45 ans.

Le manque d'accès à l'eau et à l'assainissement est la première cause de mortalité dans le monde. On estime à 1,1 milliard le nombre de personnes privées d'un accès convenable à l'eau potable et à 2,6 milliards celles ne disposant pas d'assainissement.

Face à ces enjeux, la communauté internationale s'est donné comme objectifs de réduire de moitié d'ici 2015 la proportion de la population qui, dans le monde, n'a pas un accès durable à l'eau (cible particulière de l'Objectif du Millénaire pour le Développement - OMD - n° 7, Assemblée générale des Nations unies, New York, septembre 2000) l'assainissement (Sommet mondial du Développement durable - SMDD - Johannesburg, septembre 2002).

Ce double défi est considérable : la croissance démographique implique de desservir, d'ici 2015, 1,6 milliard de personnes en eau potable et 2,2 milliards en assainissement (dont respectivement 400 et 410 millions de personnes en Afrique). Atteindre cette cible nécessiterait 735 milliards de US dollars d'investissements (49 milliards par an), soit plus de 10 fois le montant de l'aide publique au Développement consacrée au secteur de 1996 à 2000.

Source : Joint Monitoring Programm

À

Populations à desservir

(en millions de personnes)

Alimentation en eau potable

Assainissement

rural	
urbain	
total	
rural	
urbain	
total	

Monde	
580	
1 020	
1 600	
1 100	
1 100	
2 200	

dont Afrique	
190	
210	
400	
200	
210	
41	

Le dÃ©fi Ã relever est plus que financier : les autoritÃ©s des pays en dÃ©veloppement ne font pas encore de l'eau et de l'assainissement une prioritÃ© : l'eau et l'assainissement reprÃ©sentent moins de 1 % des budgets en Afrique et moins de 3 % en AmÃ©rique latine et aux CaraÃ®bes. Par ailleurs, les autoritÃ©s locales des pays en dÃ©veloppement ne sont gÃ©nÃ©ralement pas les bÃ©nÃ©ficiaires ni les gestionnaires directs des fonds ; le suivi et l'entretien des installations dont elles ne sont pas maÃ®tres peuvent s'en trouver compromis.

En attendant, Ã quelques mois de l'Ã©valuation Ã mi-parcours de l'atteinte des Objectifs du MillÃ©naire pour le DÃ©veloppement (MDG) par les 101 chefs d'Etats signataires du plan d'action de Johannesburg, les derniÃ“res publications de l'OCDE sont implacables : l'aide officielle dÃ©diÃ©e Ã l'eau, aprÃ¨s avoir atteint un pic de 2,7 milliards de US dollars en 1997, n'a cessÃ© de chuter depuis, pour ne plus reprÃ©senter que 1,4 milliard de dollars en 2002, entraÃ®nant dans sa chute les investissements privÃ©s.

La France a annoncÃ© doubler son aide...

En rÃ©fÃ©rence aux MDG, la France a annoncÃ© le doublement de son aide dans le secteur de l'eau, particuliÃ“rement en Afrique. L'effort Ã faire est considÃ©rable : il suppose une inversion de la tendance actuelle par rapport Ã la dÃ©cennie 1990-2000. Les moyens mis en œuvre par l'aide bilatÃ©rale franÃ§aise dans le secteur de l'eau sur la pÃ©riode 2001-2002 sont importants : 268 millions d'euros par an consacrÃ©s Ã l'eau (dont 166 en Afrique) et 165 millions consacrÃ©s Ã l'eau potable et Ã l'assainissement (dont 108 en Afrique).

La contribution de la coopÃ©ration dÃ©centralisÃ©e comptabilisÃ©e dans cette aide publique au dÃ©veloppement bilatÃ©rale est de 18,1 millions d'euros sur le monde entier, dont 12,7 millions sur l'Afrique (ces montants ne comptabilisent pas les actions cofinancÃ©es par le MinistÃ“re des affaires Ã©trangÃ“res ; un inventaire plus dÃ©taillÃ© des crÃ©dits Ã la coopÃ©ration gouvernementale est d'ailleurs en cours). Contrairement au reste de l'ADP, la coopÃ©ration dÃ©centralisÃ©e s'effectue aussi exclusivement sous forme de dons.

L'impact de l'ADP bilatÃ©rale franÃ§aise par rÃ©fÃ©rence Ã l'MDG nÃ° 7 est cependant relativement modeste ; si elle permet 1,32 million de personnes par an d'accÃ©der Ã l'eau et l'assainissement, cela ne reprÃ©sente que 1 % des objectifs du millÃ©naire. Le doublement de l'aide n'aura aussi d'effets que s'il s'accompagne d'une amÃ©lioration de la gouvernance.

... mais celle-ci n'aura d'effets qu'Ã l'appui de la coopÃ©ration dÃ©centralisÃ©e

Les acteurs franÃ§ais de la coopÃ©ration dÃ©centralisÃ©e et non gouvernementale disposent de compÃ©tences anciennes et reconnues, depuis la mobilisation de l'eau brute Ã la desserte des populations dÃ©favorisÃ©es. Leur action contribue Ã l'Ã©laboration de politiques nationales de l'eau, la gestion intÃ©grÃ©e des ressources, les multi-partenariats et l'implication des acteurs locaux.

Elle a aussi l'avantage de la souplesse et de la rapiditÃ© : les projets entrepris par exemple par l'Agence de l'eau Seine-Normandie sont gÃ©nÃ©ralement instruits en moins d'un an, engagÃ©s en 2 mois Ã partir de la dÃ©cision d'octroi, et dÃ©caissÃ©s

en 12 ou 18 mois en moyenne, contre 8 ans pour un projet bilatéral.

Cette souplesse de mise en œuvre mais aussi sa continuité et son approche spécifique mettent la coopération décentralisée au centre du concept "agir localement, penser globalement" dont le Conseil mondial de l'eau a fait sa devise. .

À

#### La "petite loi" Oudin adoptée par l'Assemblée nationale

27-01-2005 - L'Assemblée nationale vient d'adopter, en première lecture, la loi "centime par m3", aussi baptisée "petite loi sur l'eau", par référence à la "grande loi sur l'eau", attendue sous peu [la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques a été promulguée le 30 décembre 2006]. Initiée par Jacques Oudin, le texte autorise les collectivités et maires d'ouvrages à affecter 1 % de leur budget eau et assainissement au soutien d'actions de coopération.

Le rapport présenté à l'Assemblée nationale - Le texte adopté